L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
IMPRIMÉ PAR JEROME BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 11 NOVEMBRE 1835.

Le nav. Mississipi, est arrivé ce matin à 2 h., en 11 jrs. de N.-York, avec 45 passagers dans la chambre et 50 dans l'entrepont. A quelques lieues de Sandy Hoock, il a rencontré le navire neuf Star, destiné pour ce port, ayant à bord toute la troupe Italienne. Le Mississipi a apporté des gazettes jusqu'au 27. Rien de plus frais d'Europe.

Le navire Ambassador, de Liverpool, monte le fleuve remorqué par le bateau à vapeur Pilot. Un navire au bas du fleuve.

Les catholiques de la Nouvelle-Orléans apprendront sans doute avec plaisir le retour en notre ville du révérend curé Mont, qu'une longue maladie occasionnée par les nombreuses fatigues qu'il éprouvait, avait forcé de s'absenter. Bien que le congé qu'avait obtenu ce digne ecclésiastique fût d'une année, il s'est empressé de revenir parmi ses ouailles cinq mois avant l'expiration du temps qui lui avait été accordé. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer qu'il est maintenant tout-à-fait rétabli.

Le navire *Bolivar*, parti du Havre le 18 septembre, est arrivé dans notre port mardi à trois heures du matin. Les gazettes que nous avons reçu ne contiennent rien en fait de nouvelles politiques. Cependant nos lecteurs trouveront sous le titre *Espagne* quelques articles intéressans que nous avons extraits des feuilles de Paris, du 17 septembre.

Dans les journaux que nous avons reçu par le *Bolivar*, nous y voyons qu'une commission d'enquête sur l'affaire d'Hell, vient d'être organisée sous la présidence de M. le comte Siméon, pair de France, et se compose de M. de Caux, pair de France; MM. Benjamin Delessert, Passy, Laplagne et Thil, membres de la chambre des députés; Dupetit-Thouars, capitaine de vaisseau; Roux-Rochelle, ancien chef de division aux affaires étrangères, et Isoard, ancien chef de division au bureau du commerce.

TEXAS.

Une personne récemment arrivée de Nacogdoches a apporté des nouvelles récentes du Texas. Le général Houston était parti de San Felipe le 22 du mois dernier à la tête d'un renfort considérable qu'il conduit au général en chef Austin, qui se trouve avec ses troupes, à San Antonio. Cette même personne dit avoir rencontré en chemin une compagnie de 80 hommes de Nacogdoches et des environs, un autre détachement de 33 hommes et puis encore un autre de 25 hommes. Il a aussi rencontré les 60 hommes partis d'ici, qui doivent se réunir à un corps plus nombreux qui les attend à Nacogdoches. Tous étaient dans de bonnes dispositions et hâtaient leur marche sur San Antonio. Une belle compagnie de cavalerie forte de 16 hommes, et qui s'est formée dans les environs de Nacogdoches, se portait aussi dans cette direction.—Une lettre reçue le 25 à la Bahia annonce qu'un Mexicain fait prisonnier avait assuré qu'un renfort de 400 hommes de troupes mexicaines était en route pour rejoindre le général Cos, dont les forces se montent à 1,700 hommes.

Post-Scriptum.—Une lettre du 22 dernier, écrite par Austin, fait savoir qu'une partie de sa troupe s'était portée en avant et avait pris position à Salado, poste à 5 milles de distance de San Antonio. Dans ce mouvement ils en sont venus aux mains avec les postes avancés des Mexicains dont on aperçoit toujours l'armée sur la hauteur qui sépare les Texiens de San Antonio. Le général sollicite toujours les plus prompts secours.

Nouvelles encore plus récentes.

On apprend par une personne qui vient d'arriver du Texas que les Texiens cernaient le général Cos et sa faible armée, et qu'enfin il ne lui restait aucune chance de salut. Il est certain que les Texiens comptent sur une victoire aisée.

La frégate française *Didon*, montant 60 pièces de canon de 32, avec un équipage d'élite de 480 hommes, est arrivée à Plymouth ayant à bord comme de lieutenant, le prince de Joinville, troisième fils de Louis-Philippe. A l'arrivée de la frégate, un salut de 21 coups de canon a été tiré par les forts et le vaisseau amiral en l'honneur de ce jeune rejeton de la royauté.

Le duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe, a fini son tour d'Angleterre. Ce jeune prince a été cordialement accueilli par la famille royale et par toute la haute aristocratie anglaise. Il doit incessamment retourner en France. Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'il se soit trouvé à Plymouth dans le même hôtel et occupant sur le même palier des appartemens contigus à ceux qu'occupaient Joseph Napoléon, ex-roi de Naples et d'Espagne, et Lucien Bonaparte, prince de Canino. Ces messieurs se sont souvent rencontrés, mais se sont contentés de se faire de profonds saluts, sans échanger une seule parole.

La princesse russe Lieven, diplomate en cotillons, si connue en Angleterre par ses intrigues, est à présent à Paris, tâchant de bâcler un mariage entre le duc d'Orléans et la fille ainée de l'empereur de Russie.

Conseil de ville de la Nouvelle-Orléans.

Dans un de nos précédens articles, nous avons donné un aperçu de la grande question qui depuis quelque temps occupe le conseil, celle de savoir si le président *pro tempore*, choisi, en l'absence du recorder, parmi les aldermen, a ou n'a pas le droit de voter, et comme membre et comme président à la fois, ou bien purement et exclusivement de l'une des deux manières. Nous nous sommes permis de traiter ce sujet important sur le ton de la plaisanterie, persuadé qu'en agissant ainsi nous parviendrions plus sûrement à faire sentir à nos représentans urbains le ridicule d'une discussion qui ne saurait avoir d'autre résultat que d'entraver la marche des affaires de la ville, laisser en souffrance les intérêts généraux ainsi bien que ceux des particuliers, et susciter enfin cet esprit de corporation des procès en dommages et intérêts dont elle ne sera pas le bon marchand. Nous savons déjà qu'une pétition d'un de nos concitoyens respectables, réclamant dix mille piastres pour la perte qu'il a encourue par la négligence d'un des officiers de la ville, devait être présentée au conseil dans sa séance de vendredi dernier. Nous avons lu cette pétition et nous savons pertinemment que l'intention du pétitionnaire est d'agir en cela dans le but de sa demande par chaque jour de retard qu'il éprouvera; chacun de ces jours étant calculé de manière à rendre plus considérable la perte qu'il éprouve.

Nous pensions que le conseil était mieux instruit que nous de toutes ces particularités; nous avons donc lieu de croire qu'il montrait un peu moins d'entêtement et un peu plus de patriotisme à terminer à l'amiable la question soulevée précédemment dans son sein. Mais nous nous sommes trompés: la discussion continue avec plus d'acharnement que jamais; et l'opiniâtreté des membres est si grande, que l'on dirait qu'ils arrivent tous à la séance avec leur vote dans la poche, leurs discours préparés d'avance, quoique roulant sur des sujets qu'ils ne connaissent pas encore; et, pour n'être pas dans la nécessité de réfuter des objections qu'on pourrait leur faire, on dirait même, à voir leur inflexibilité et leur immutabilité, que nouveaux compagnons d'Ulysse, ils redoutent de se laisser séduire par le chant harmonieux et entraînant de quelques sirènes; et cependant le néréide dit de tous ceux que le hasard ou la curiosité amènent au conseil, dément le fait. On y entend le bruit des flots qui viennent se briser contre les écueils de Carybde et de Scylla; mais, quant aux syrènes, tout le monde se plaît à reconnaître qu'il n'en existe point au conseil.

Quoi qu'il en soit cependant, nos aldermen ont l'air de vouloir persister à jamais dans leurs opinions premières, du moins une partie d'entr'eux: ceux-ci proposent un compromis, sans l'adoption duquel les affaires de la ville souffriraient considérablement, et le projet qu'ils ont rédigé contre la décision du fauteuil serait soumis à l'infaillibilité de la cour suprême, seule autorité compétente, quoique *faillible* elle-même, pour statuer sur l'interprétation qu'il faut donner au texte de la loi. D'un autre côté, la partie adverse lui répond: "Si nous acceptons ce compromis, nous avouerons tacitement que nous avons eu tort dans notre opinion; car vous demandez précisément le contraire de ce que nous voulons nous-mêmes." Dans l'intervalle, les choses restent *in statu quo*, le Rubicon roule dans l'enceinte du conseil et sépare les deux camps ennemis; si quelque nouveau César se présentait pour franchir ce passage, la patrie serait menacée des plus grandes catastrophes. Il vaut donc mieux rester dans l'inactivité et attendre que les choses se décident par l'organe du pouvoir judiciaire.

Nous avons tâché d'exposer la question de la manière la plus succincte possible. Nous croyons l'avoir mise sous son véritable point de vue. C'est en effet telle qu'elle fut posée au conseil. La plupart des gazettes de notre ville se sont emparé du sujet et ont émis des opinions plus ou moins fondées, plus ou moins *légales*, plus ou moins conformes à la justice et à l'équité. A notre tour maintenant nous allons hasarder la nôtre; nous la donnerons avec calme et circonspection, et, de manière à ce qu'aucun de nos concitoyens ne puisse nous accuser de sentimens de sectionnalité ou de partialité. Cependant, quelque jour que nous parvenions à jeter pour-faire sur la question, nous engageons nos lecteurs à ne pas trop s'en rapporter à nos observations, car la cour suprême est la pour juger en dernier ressort, et sa décision pourrait bien renverser de fond en comble tous les raisonnemens et toutes les opinions jusqu'à présent émises en jeu.

Quiconque sera bien réfléchi sur la forme et les principes du gouvernement populaire ne sera convaincu que le principal objet en contemplation est de diviser d'abord, pour l'ensemble général, le pouvoir suprême en autant de branches distinctes qu'il est convenable de le faire, pour maintenir une harmonie entre la puissance d'un petit nombre et la souveraineté du peuple, entre les actes des uns et les besoins de l'autre, et enfin pour que la nation entière, afin de l'équilibre qui doit résulter d'une pareille distribution de prérogatives, puisse n'avoir rien à craindre de la part de ses mandataires, n'espérer que des améliorations à son sort et des bienfaits immenses pour toute la communauté. Voici donc le premier pivot sur lequel doit tourner un gouvernement purement démocratique purement populaire.

Pour parvenir à ce but et pour mieux obtenir les garanties qu'elle veut et qu'elle doit avoir, la nation se réunit en convention générale, elle adopte une constitution par laquelle chacun des pouvoirs est limité, expliqué et parfaitement établi; elle divise sa représentation de telle sorte que les intérêts des différentes sections de l'Etat doivent se trouver défendus et protégés par un nombre de mandataires proportionné au chiffre numérique de la population de chacune de ces sections. C'est ainsi que l'équilibre peut se maintenir dans le tout, lorsqu'il s'agit de droits partiels; c'est-à-dire que cent citoyens auront autant de prérogatives que cent autres, mais en auront dix fois plus, et ainsi de suite. Voilà en peu de mots tout ce qui est relatif à la première branche du pouvoir législatif.

La constitution, en définissant les pouvoirs de la branche importante de l'administration, a voulu pareillement donner à chacune des parties intégrantes de la nation que justement le volume de droits et de prérogatives qui lui revenait, et pas plus. Cependant dans une assemblée composée simplement des députés des petites sections de l'Etat, il pourrait résulter bien des abus, bien des actes arbitraires, par la raison que la sectionnalité entraîne presque toujours à un système de coterie, de cabales, et, généralement parlant, met en contact tous les intérêts particuliers dans le choc desquels l'équilibre général pourrait être détruit, et le bien général, de cette manière, ne serait plus distribué ainsi que le commandent l'esprit des institutions et le vœu unanime de la nation. C'est pour parer à cet inconvénient que la charte qui régit les gouvernemens populaires a jugé nécessaire d'établir une seconde branche du pouvoir, à double coutefois sur une échelle plus étendue. La, l'esprit de coterie se fait moins sentir, et cela doit l'être en effet; car le délégué dans cette seconde branche du législatif devant parler non plus en députés d'un plus grand nombre de citoyens, mais comme un juge d'appel pour décider sur le vœu des divers députés de la portion de territoire que la même il représente. Les abus seront donc moins grands lorsque la loi qui aura été discutée à la première chambre sera entrée à la seconde pour y recevoir des modifications nécessaires.

Mais ce n'est pas tout encore. Parmi les sénateurs, quelquefois parlant, ne savant rien de plus parfaits que deux chambres. Il faut qu'il passe par une troisième épreuve qui la dépouille de tout ce qui peut porter en soi-même un caractère d'esprit de coterie. De la l'établissement du pouvoir exécutif confié à l'homme immédiatement du peuple, à l'individu qui ne peut, qui ne doit avoir aucune partialité. Il est appelé pour juger en dernière instance et pour sanctionner ou rejeter ce qu'il croira être avantageux ou nuisible aux intérêts généraux de la masse. Cependant ce pouvoir ne doit pas être illimité, le chef d'une nation, quelque soit la droiture de sa conscience, est sujet à errer; il pourrait, en désapprouvant un acte du législatif, se tromper dans ses opinions et occasionner des torts considérables à la masse des citoyens. Si donc il apposait son veto à une mesure indispensable pour les représentans du peuple, il faut qu'il leur communique les motifs qui l'ont porté à agir ainsi: alors ceux-là examineront les raisons alléguées par la branche exécutive; et pour peu qu'ils les jugent spécieuses, les deux tiers d'entr'eux peuvent, en soutenant la mesure préalablement sanctionnée, lui donner force de loi, nonobstant le veto du chef suprême.

Telle est à peu près la base sur laquelle doivent être tous les gouvernemens populaires; la seule qui ait été calculée de manière à conserver à un peuple sa juste part de souveraineté nationale, et à lui assurer la jouissance de ses droits et des sacrifices qu'il s'est résolus par sa charte constitutionnelle. Mais pour que de semblables gouvernemens puissent se maintenir dans une stabilité parfaite, et pour que le plus grand volume de bien soit garanti à la nation, il ne faut pas que ces trois branches se confondent jamais, quant aux prérogatives, de manière que le représentant d'une section devienne celui d'une section plus grande; et la raison en est que la branche délibérative ne soit investie des moyens accordés seulement à l'exécutif. Cela serait excessivement incompatible; et les résultats en seraient dangereux s'ils survenaient naturellement, car il est tel simulateur, on ne s'y reconnaîtrait plus: le représentant, ainsi déplacé de son fonctions, pourrait dire "je ferai ce que bon me semble, car dans mon conseil, je dirai je n'ai contracté aucune obligation envers le peuple," et le peuple à son tour répondrait "je ne veux pas de vos actes, parce que je ne vous ai pas donné l'autorité compétente pour agir ainsi que vous l'avez fait; je ne trouve pas en vous la garantie nécessaire, je ne puis donc accepter ce qu'il vous plaira de faire."

Ces principes généraux étant posés, [illegible] ce n'est pas dans aucun de ces grimoires auxquels [illegible] nos législateurs que nous les avons puisés, mais bien dans la constitution des Etats-Unis, seul document [illegible] servir de guide en matière de législation [illegible] traiterons la question du Conseil de Ville et nous chercherons à démontrer, d'abord, l'incompatibilité qui existe entre les fonctions de recorder et celles de maire; et ensuite, et comme conséquence de tout ce que nous avons dit, celle entre l'alderman et le président d'office.

Ce second point fera l'objet d'un de nos prochains articles.

Nouvelle découverte.—Le navire *Global* [illegible] ros, capitaine Smith, arrivé récemment à Bristol [illegible] voyage à la pêche de la baleine, rapporte avoir découvert, le 24 février dernier, une île située par 60 degrés de latitude sud et 171 degrés, 07 longitude ouest de notre méridien. Cette île n'est portée sur aucune carte connue, et a été nommée par le capitaine Smith être bien boisée. Il l'a nommée l'île d'Wolf. Environ une trentaine de pingouins remplissaient d'insulaires donnèrent la chasse au navire.

NOUVELLES DIVERSES D'ESPAGNE.

L'infant don Sébastien qui avait obtenu de [illegible] d'Espagne l'autorisation de voyager en [illegible] avoir reçu l'autorisation de la jeune reine [illegible]. Il vient de faire connaître à M. de Toreno qu'il ne [illegible] la regarder comme souveraine légitime, et [illegible] séquestre, a refusé de retourner en Espagne [illegible] point un ordre de la Reine régente. Un journal anglais publie, d'après une feuille allemande, la correspondance qui a eu lieu à ce sujet entre le frère de l'infant don Sébastien, le chargé d'affaires d'Espagne à Rome, l'infant lui-même, et le comte de Toréno.

Voici la réponse du prince, adressée au comte de Toréno, datée de Rome, 16 juillet:

"J'ai reçu par l'entremise de don José Narcisse Aprizi, la dépêche que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 22 juin, afin de faire savoir au prince &c. &c. &c. J'ai communiqué la dépêche à S. A. R., qui m'a donné l'ordre de répondre à V. Ex. que lorsque cédant à ses sentimens naturels d'obéissance aux ordres émanés de la souveraineté légitime, elle prêta serment de fidélité à la fille ainée de Ferdinand VII (Dieu veuille avoir son ame!) comme héritière du trône, elle le prêta dans la persuasion qu'un changement dans l'ordre de la succession au trône était fondé en droit. Depuis le bouleversement remarqué dans l'administration du royaume, contre le vœu du roi défunt, la résistance de la nation espagnole qui s'est manifestée dans toutes les provinces de la monarchie, et surtout un fait de la plus haute importance qui vient à la connaissance de S. A. R. après la mort du monarque (et qu'il s'abstient pour le moment de révéler), ont appelé toute l'attention de S. A. R. et l'ont engagée à examiner sérieusement l'affaire.

"Il n'a pas fallu beaucoup d'attention à S. A. R. pour se convaincre qu'en prêtant serment à la fille ainée du Roi comme héritière du trône, elle privait son oncle, l'auguste seigneur don Carlos, des droits qui lui ont été attribués par la loi de rigoureuse agnation, sanctionnée par les Cortès, et consignée dans le nouveau livre des statuts par le roi Charles IV, que l'on suppose à tort avoir été l'auteur de la révocation de ces mêmes lois. Les documens des Cortès de 1789, au lieu de dissiper les premiers doutes de S. A. R. lui ont fait comprendre parfaitement ce qui vient d'être dit; et elle a surtout vu avec indignation et surprise que la pragmatique de 1830, et les bulletins imprimés des Cortès, bien que passant pour être des extraits collationnés sur les originaux, offraient une différence essentielle dans le seul point précisément qui demandait le plus d'identité scrupuleuse: et la criminalité de cette différence se trouvait accrue par ce fait qu'elle paraissait avoir été tracée dans cette désastreuse pragmatique par une main qui avait cherché à contrefaire l'écriture *(Letra cursiva.)*

"De tels principes ne pouvaient manquer d'entraîner des conséquences analogues: ces conséquences ont été le bouleversement de la législation d'Espagne, la modification essentielle de ses lois fondamentales, la confirmation de l'usurpation par l'exemple des révolutionnaires de toutes les époques, la persécution de la fidélité la plus éprouvée, la confusion, l'effusion du sang et des larmes dans tout le royaume, tous les symptômes d'un avenir calamiteux, pendant que la couronne est parée par une autre que celui qu'appelaient en trône les lois du royaume, l'opportunité publique, des droits incontestables et une transaction européenne. Ce roi de droit, est le seigneur Don Carlos de Bourbon, à qui S. A. R., aussitôt qu'elle a été libre de le faire, a rendu son hommage comme à son roi et souverain naturel, regrettant dans son cœur de n'avoir pas su précédemment les choses qui l'eussent détourné d'adopter une résolution susceptible, aux yeux de la révolte et de l'usurpation, de passer pour un acte d'inconséquence et de légèreté, mais qui ne sera pas jugé tel par Dieu et par les Espagnols, capables d'apprécier la différence des devoirs d'un homme du monde, de ceux d'un chrétien, et qui savent qu'un serment primitivement imposé par une obligation pour la vie, lorsqu'il a été prêté sous l'empire de fausses impressions, puisque la religion y est seule donne de la force à ces actes, donne aussi les moyens de s'en délier et de les dissoudre, si d'eux-mêmes ils ne tombent pas, en présence de la légèreté et du défaut d'examen qui y avaient présidé, et qui pouvaient priver de ses droits le possesseur légitime.

"Les motifs qui ont engagé S. A. R. à agir ainsi, l'engagent de même à ne pas obéir aux ordres de la soi-disant Reine régente, et S. A. R. ne juge pas à propos de faire la plus simple observation sur le délai de rigueur de 35 jours qui lui est assigné pour rentrer en Espagne; seulement S. A. R. fera remarquer que pour rendre ce retour plus humiliant et plus outrageant, il ne manquait plus que de lui tracer son itinéraire par Barcelone, afin de l'exposer de nouveau aux mépris, aux menaces et aux insolences du capitaine-général d'Andalousie, conduite ignoble, il y a un an vis-à-vis d'un infant d'Espagne, à 6 ans un titre à de nouvelles faveurs et à une confiance plus intime du gouvernement existant.

"Voilà la réponse que S. A. R. a daigné me dicter. J'ai l'honneur de la transmettre littéralement à V. Ex. pour en faire tel usage que de droit. Dieu garde V. E.

Bigné, JOSÉ LUIS TORDERA."

—On lit ce soir dans le *Journal de Paris*:

"Tauregui est resté à Saint-Sébastien avec son chapelain, 700 Anglais sont arrivés hier dans ce port.

"Il paraît que la vallée d'Arran est menacée de nouveau par les carlistes. Plusieurs habitans se sont déjà réfugiés en France.

"On dit que les généraux christinos réunis à Bilbao ne dissimulent point à débloquer Saint-Sébastien en se portant sur les derrières des Carlistes. Durango est déjà occupé par les Anglais, qui doivent occuper aussi Bergara, Tolosa et Eranni.

"Le 12, à Bilbao, les carlistes ont recommencé leurs insultes. Une douzaine de boulets et obus ont fait taire leur feu.

—On lit dans la *Sentinelle des Pyrénées* du 12 septembre:

"Un décret de la régente porte que les familles de Toreno, Burgara, Eybar, Villafronca et autres qui se sont réfugiées dans les places fortes et qui ont perdu leurs biens, obtiendront une restitution avec les biens des ennemis de la cause de S. M.; et si ceux-ci ne suffisaient pas, on empruntera sur les rentes des couvens supprimés.

"On assure que les bataillons carlistes navarrois qui sont passés en Catalogne, allaient entrer dans la place de Lérida que leur livrait, dit-on, la trahison du gouverneur, lorsque la légion étrangère d'Alger battit les rebelles aux portes de Lérida.

"L'armée christine de Navarre aura aussi deux quartiers généraux. Elle sera composée de 40,000 hommes sous les ordres du général Cordova.

"Le général Espartero viendra commander une brigade qu'on fesera à la disposition du général en chef. Ces troupes auront un quartier général. Il y aura en outre quatre forts de 10,000 hommes, de 1000 chevaux et de trois batteries d'artillerie, aura un autre quartier général. Les légions françaises et belge formeront la corps de réserve.

"Don Léon Iturbe, qui tente fréquemment des sorties de Pampelune pour y introduire des vivres, se rendit le 7 du courant à Hallaun, à peu de distance de cette place, le 2e. bataillon de [illegible] commandé par Ferdinand Pérez, un [illegible] Rémadès, qui s'est rendu à Auiz pour empêcher toute introduction dans la place, surveillait les sorties du chef christino.

"Le chef, en arrivant où environ 200 mulets chargés à [illegible] étaient réunis à Hallaun, le 2e. bataillon auquel il avait su se tenir à la portée de [illegible] Irlande qui se trouvait à la portée de couper les cartouches, et les fusils. Il chercha ensuite à les couper de retraite, mais inutilement. Irlande gagna Pampelune par Auiz. Les carabinos ont eu 11 morts et quelques blessés, et les carlistes 4 ou 5 morts et plusieurs blessés."

—On lit dans le *Phare de Bayonne* du 12 septembre:

"On nous écrit de Saragosse, 5 septembre:

"La plus grande partie de l'Andalousie a proclamé la Constitution.

"Il demande ici que le ministère soit ainsi composé.

"Argueles, affaires étrangères; Iturriz, finances; Don Evaristo, marine; Calatrava, intérieur; Alhucemas, guerre; Bezzares, grâces et justice.

"On dit que Mérito est pris ou tué."

—On lit dans l'*Indicateur Bordelais* du 13 septembre:

"Les choses n'ont pas changé dans le même état sur la frontière. A l'approche des troupes de Saint-Sébastien et de Bilbao, les carlistes qui bloquaient Bilbao ont fait un mouvement de retraite; mais le sont même de nouveaux retranchemens pour s'envoyer, dit-on, à leurs positions, que d'ailleurs on ne paraissait pas vouloir leur disputer pour l'instant. La ville n'ayant rien à craindre d'une attaque générale de la part de Prétendant parait décidée à s'en emparer, et il vient de donner l'ordre à toutes les garnisons de se replier sur ce point.

"Il paraît positif, d'après le rapport de voyageurs arrivés en Suisse, que la *guerre de la Constitution* a été terminée à Barcelone et à Barcelonne. La réponse faite par le gouvernement à la junte provinciale, aurait été purement brûlée sur les places aux cris de "vive la liberté." Cette fois la tête d'Isabelle II ne serait très peu mêlée aux transports de joie de la multitude."

On [illegible] de Perpignan, le 8

"Le brick *le Mistercouch* arrive de Bilbao en trois jours. Les carlistes ont commencé une attaque sérieuse au droit des gorges, et quoique de deux côtés, qui avaient un point de vue sur le [illegible] Pic, [illegible] aperçoit de [illegible] Carlos. *Le Mistercouch* a été capturé à [illegible] par un [illegible] espagnole de Saint-Sébastien à Bilbao. On a [illegible] que tout [illegible] une [illegible] de guerre. Le général Espartero [illegible] en ordonnance le 5 [illegible], a été attaqué par les carlistes au pas [illegible]. M. Bell, [illegible] était en second, du navire *Royalist*, a été alors envoyé avec les dépêches à bord [illegible] pour [illegible] l'ordre de [illegible] deux bombes et un [illegible] [illegible] Carlos [illegible] Bilbao."

—On lit dans le *Courrier de la Gironde* du 14:

"Le marquis de Lalande, ancien député, ancien ministre plénipotentiaire, est arrivé dans la Gironde, dans la journée d'hier. Il a été reçu à bord du bateau à vapeur le Cygne, qui était allé à sa rencontre jusqu'à la hauteur de Royan. Il a été salué à son arrivée à Bordeaux par 21 coups de canon."

—On lit dans le *Journal de Paris*:

"Certains journaux anglais et français ont souvent fait mention, depuis quelque temps, d'un incident relatif au brick de guerre *la Mésange*. L'ambassadeur de France à Constantinople ayant demandé pour ce brick l'autorisation de traverser le Bosphore, la Porte a lieu de croire, aurait répondu par un refus. Nous pouvons affirmer, au contraire, que l'autorisation a été accordée. Après l'avoir obtenue, l'ambassadeur de France a cru devoir s'abstenir d'en faire usage; mais cette détermination, dont nous n'avons point ici à faire les motifs, a été de sa part entièrement libre et volontaire. Il n'a été mis aucun obstacle à l'entrée de *la Mésange* dans la Mer Noire.

On lit dans l'*Annotateur* de Boulogne:

"Le capitaine Nicolas Fourmentin, commandant le navire de notre port, la *Liane*, arrivé avant-hier de la pêche de la morue, sur les côtes d'Islande, rapporte que le 31 juillet, entré dans la Baie de Dyre-Fiord pour faire de l'eau pour sa traversée de retour, il y a rencontré le navire de l'état *la Recherche*, commandé par M. Trébouart, que l'on sait chargé d'aller dans les mers polaires à la découverte du sort du savant et du courageux de Blosseville et de ses compagnons. Le commandant le reconnut pour l'un des capitaines qu'il avait consultés, avant son départ pour sa difficile mission, dans cette enquête qu'il prit soin de faire dans tous les ports de la Manche, près des marins pratiques de ces mers, et en conséquence, il s'entretint volontiers avec lui des circonstances diverses de sa navigation.

"A cette date du 31 juillet, M. Trébouart n'avait encore découvert aucune trace du sort de M. de Blosseville; il s'était vu arrêté dans sa marche par des remparts de glace infranchissables, et ayant vainement cherché sur tous les points un passage à travers cette barrière effrayante. Le découragement s'était même emparé plus d'une fois de son équipage, et il avait fallu toute sa résolution personnelle et son grand ascendant sur les hommes qu'il commandait, pour les déterminer à continuer leurs périlleuses tentatives. Il ne restait donc qu'un bien faible espoir de retrouver jamais le navigateur dont le nom s'associe d'une manière si fatale, au nom de Lapeyrouse, par une communauté d'infortune et de talent.

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orléans, 10 Nov. 1835.

COTON.

800 balles à	16cts.
200 "	15½
500 " en vente prix indéterminés.	

SUCRE—N. O.—59 hogs à 9½cts.—En demande.
CAFÉ—13à 14 cts. la livre.
MELASSES—37½ à 40cts.—Le galon.
GRAISSE—9cts. la livre.
FARINE—Par baril 27 à 27½—
RIZ—Peu de bon.
MAIS—70cts. le boisseau.
FARINE DE MAIS—95à 1 31 par baril—ordinaire 92½ à 3
BOEUF—Mess 8½—Prime 10.
PORC—Mess 17½ à 17½—Prime 15.
BEURRE—Goshen 24 à 26cts. par baril—en hausse.
———De l'Ouest, 12 à 15cts.
MORUE—22½ par quintal.
MAQUEREAUX—26 à [illegible]
BLANC-DE-BALEINE—35à 37cts—chandelles spif 12½ à 15
HUILE DE BALEINE—100 à 105.
HUILE DE TANNEUR—45 à 46.
WHISKEY—Rectifié, 35 à 36cts.
TOILE D'EMBALLAGE—De l'Ouest 33cts.
CORDE D'EMBALLAGE—14 à 15cts.
PLOMB EN SAUMONS—5½ à 6—En barres 7cts.
———De chasse 91 75 par sac—En feuilles 10cts.
Bitd, Goudron et Résine—Sans variation.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIÉS.

Goélette Waterman, Murray, Vera Cruz.	Capitaine.
Goélette Mexandrine, Wilkie, Tampico.	M. Find.
Bateau-à-vapeur Ophelia, Stone, Mobile,	Capitaine

ARRIVÉS.

Bateau-à-vapeur Osceola, Reid, Rivière Rouge.
Navire Bolivar, Pemberton, 49 jours du Havre, à A. Quartier & Boutin.
Bateau de remorque Grampus, Davis, des Passes.
Brick Zealand, Lockstage, de Thomastown, capitaine.
Navire Franklin, Roberts, 19 jours de Boston, au capitaine.
Navire Ellen Brooks, Redman, 6 jours de Liverpool, à J. H. Shepherd.
Brick Wm. Joseph, Stevens, 14 jours de Newburyport, au capitaine.
Bateau-à-vapeur Shark, Thomas, des Passes.
Bateau-à-vapeur Post Boy, Martin, des Passes, tenant le navire Ellen Brooks, de Liverpool, et le navire Franklin, de Boston.

DERNIÈRES DATES.

New York	25 oct.	Boston	24 oct.
Port delphie	27 "	Baltimore	23 "
Charleston	31 "	Washington	23 "
Savannah	24 sept.	Liverpool	29 sept
Havre	20 "	Londres	23 "

Le navire MARATHON, venant de Boston, est à la charge, un peu plus bas que la Halle de la Boucherie. Les consignataires voudront bien venir recevoir leurs marchandises. 11 nov

GOODYEAR & GARROTT
MARCHANDS-TAILLEURS.

RUE DE CHARTRES No. 123.

ONT l'honneur de prévenir leurs pratiques et le public en général, qu'ils viennent de recevoir un assortiment de marchandises, choisi par E. Cardeville à Paris, consistant en draps, vert-pomme, vert de mer, vert dragon, vert olive, vert-russie, bronze de nuit, bronze vert, Bronze doré, Laird Brun, Garnet violet, gris de Maure, violet cuir, gazelle, Dania, bleu anglais, bleu de roi, bleu ciel de marine, Marengo, bleu de Marengo cuir, bleu Adelaïde, bleu céleste, Cassimir, Chasse Veneur, Drap de satin, cuir, coupé le, gris perle, gris de fer, gris de souris, gris de souris foncé, gris de souris clair, gris de souris foncé, gris de souris clair, gris de souris foncé, gris de souris clair